

La Tunisie accélère sa marche vers une nouvelle économie et la transformation numérique

Le groupe de la Banque mondiale a annoncé dans un communiqué le 14 juin 2019 « l’approbation de deux nouveaux projets d’investissement d’un montant total de 175 millions de dollars en faveur de la Tunisie. Ces opérations visent à soutenir les objectifs de la Tunisie dans le domaine du numérique, à savoir l’établissement d’une nouvelle économie qui encourage l’entrepreneuriat et génère plus d’opportunités d’emploi, et l’amélioration de la capacité de réponse des autorités face aux besoins des citoyens grâce à la digitalisation de services publics essentiels. »

« Le premier projet s’attachera plus précisément à accroître l’accès des start-up et des petites et moyennes entreprises (PME) aux financements afin de favoriser leur croissance. Le deuxième permettra d’investir dans la numérisation des systèmes de sécurité sociale et d’éducation afin d’améliorer la qualité des services et de faire en sorte que ceux qui en ont le plus besoin puissent effectivement y accéder. »

« **Le Projet d’appui aux start-up et PME innovantes**, doté de 75 millions de dollars, a été conçu pour soutenir le programme gouvernemental « Startup Tunisia », qui a pour objectif de catalyser la création et la croissance de jeunes pousses et de PME numériques et novatrices, tout en stimulant les perspectives économiques et d’emploi pour la jeunesse tunisienne.

Le projet financera des investissements en fonds propres ou en quasi-fonds propres dans des start-up et PME innovantes, ainsi qu’une aide au développement de concept, à lev l’amélioration de la réceptivité à l’investissement et à l’adoption de la technologie. Il aidera également les acteurs de l’écosystème entrepreneurial (incubateurs et accélérateurs d’entreprises notamment) à améliorer et étendre la portée de leurs programmes, en y incluant en particulier les start-up et PME dirigées par des femmes ou situées dans les régions de l’intérieur du pays. »

« **Le Projet de transformation numérique pour des services centrés sur l’usager**, d’un montant de 100 millions de dollars, soutiendra une démarche de promotion des technologies appliquées à l’administration publique (ou GovTech) pour l’amélioration des systèmes de protection sociale et d’éducation. Cette approche placera les citoyens au centre du processus de réforme et combinera des innovations dans la réforme du secteur public, la gestion du changement et les technologies numériques. L’objectif est de faire en sorte que les populations vulnérables — groupes sociaux à faible revenu, femmes dans les zones

rurales, personnes analphabètes, handicapés, etc. — aient accès à ces services importants, et que les systèmes permettent une meilleure remontée de l'information de la part des usagers au service d'une responsabilisation accrue des pouvoirs publics. »

« Le projet financera des améliorations dans quatre domaines phares :

- les programmes d'aide sociale, tels que les transferts monétaires ou les allocations, afin d'améliorer l'accès des groupes vulnérables à ces dispositifs ;
- la sécurité sociale, afin d'étendre la couverture des pensions de retraite et de l'assurance maladie ;
- la numérisation des services de gestion de l'éducation, afin de faciliter les inscriptions, le suivi des élèves et des établissements, et la détection des cas d'abandon scolaire ;
- l'amélioration des ressources numériques pour renforcer les enseignements et les apprentissages. »

« Le ministère des Technologies de la communication et de l'Économie numérique supervisera la mise en œuvre des deux projets. Les unités de gestion des projets seront mises en place au sein du ministère chargé de leur exécution et de la coordination avec les autres ministères concernés. Le Projet d'appui aux start-up et PME innovantes sera mis en œuvre par la Caisse de dépôts et consignations (CDC), en étroite coordination avec la **Société financière internationale**, l'institution du Groupe de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé. Les unités de gestion des projets et les équipes d'exécution collaboreront étroitement avec les autres partenaires de développement afin de veiller à la complémentarité et aux possibilités de synergie avec les investissements en cours et à venir dans le secteur. »

Source : extraits du communiqué de la Banque Mondiale

Forum ibn Khaldoun le 5/7/2020